

# Conclusions 2022 du département du Travail des États-Unis sur les pires formes de travail des enfants

## Burundi

En 2022, le Burundi a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Les autorités burundaises ont sensiblement accru le financement des inspections du travail, multiplié par 14 par rapport à 2021. En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, elles ont également mis au point une stratégie nationale afin d'améliorer l'intégration des enfants batwa dans les écoles. De surcroît, les membres de la toute nouvelle Commission de consultation et de suivi sur la prévention et la répression de la traite des êtres humains ont terminé un projet de nouveau plan d'action national sur la traite des personnes, qui doit être approuvé par les autorités avant d'être adopté par le Bureau du Premier ministre. Toutefois, au Burundi, des mineurs sont assujettis aux pires formes de travail des enfants, notamment dans l'exploitation sexuelle commerciale, parfois des suites de la traite des personnes. Des enfants font aussi des travaux dangereux dans le secteur de l'orpillage. La législation burundaise ne définit pas d'âge de fin de scolarité obligatoire. De plus, bien que certaines politiques le fixe à 15 ans, il est inférieur à l'âge minimum d'admission à l'emploi, qui est de 16 ans, ce qui rend les enfants vulnérables à l'exploitation par le travail. Par ailleurs, les pouvoirs publics n'ont pas publié de données exhaustives sur l'application du droit pénal concernant les pires formes de travail des enfants et manquaient de ressources pour effectuer des inspections du travail et des enquêtes judiciaires. Enfin, le Burundi ne dispose pas de suffisamment de programmes sociaux pour lutter contre le travail des enfants.

| Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants |   |                                 |
|--|---|---------------------------------|
| Domaine  | Mesure proposée   | Année(s) où elle a été proposée |
| Cadre juridique  | Adopter une loi fixant un âge de fin de scolarité obligatoire qui aille jusque 16 ans, soit l'âge minimum d'admission à l'emploi.                                 | 2009 – 2022                     |
|  | Veiller à ce que le recrutement d'enfants de moins de 18 ans par des groupes armés non étatiques fasse l'objet d'une interdiction pénale.                         | 2012 – 2022                     |
|  | Ancrer dans la loi la gratuité de l'éducation publique de base.   | 2022                            |
| Application  | Effectuer des inspections dans les régions et secteurs où l'on sait que le travail des enfants est fréquent, notamment dans l'agriculture et le secteur informel. | 2020 – 2022                     |
|  | Publier des informations sur les mesures d'application de la législation relative au travail des enfants, notamment le nombre d'inspections de routine ciblées.   | 2021 – 2022                     |

## Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

| Domaine      | Mesure proposée  | Année(s) où elle a été proposée |
|--------------|--|---------------------------------|
|              | Veiller à ce que les enfants qui mendient ne soient pas arrêtés et qu'ils reçoivent les services sociaux et le soutien à la réinsertion qui conviennent.   | 2022                            |
|              | Augmenter le nombre d'inspecteurs du travail de 40 à 125 pour assurer une couverture appropriée de la population active, qui compte environ 5 millions de personnes.   | 2009 – 2022                     |
|              | Allouer un financement et des ressources suffisants à l'Inspection générale du travail et de la Sécurité sociale pour couvrir les besoins tels que moyens de transport, carburant et matériel informatique.  | 2009 – 2022                     |
|              | Publier des informations sur les efforts en matière d'application du droit pénal, notamment le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites lancées, de condamnations obtenues et de sanctions imposées concernant l'application pénale de la législation relative au travail des enfants.              | 2017 – 2022                     |
|              | Veiller à ce que les responsables de l'application du droit pénal se voient dispenser des formations appropriées sur la législation concernant les pires formes de travail des enfants.  | 2019 – 2022                     |
|              | Veiller à ce que les organismes d'application du droit pénal et les autres organes de lutte contre la traite des personnes disposent des ressources, des orientations et des capacités nécessaires pour enquêter sur les affaires dans ces domaines et dispenser des services aux survivants.          | 2019 – 2022                     |
|              | Renforcer les mécanismes d'orientation entre les organismes chargés de l'application des lois, les services sociaux et les organisations de la société civile afin de veiller à ce que les affaires fassent l'objet d'enquêtes adéquates et que les rescapés bénéficient de services.                  | 2020 – 2022                     |
| Coordination | Améliorer les capacités du Comité national multisectoriel pour l'élimination des pires formes de travail des enfants pour veiller à ce que les régions en dehors de la capitale soient également couvertes.  | 2015 – 2022                     |
|              | Veiller à ce que la Commission de consultation et de suivi sur la prévention et la répression de la traite des êtres humains reçoive suffisamment de ressources et de formations pour pouvoir recueillir des données et publier des rapports sur les affaires de traite des personnes avec efficacité. | 2022                            |

---

**Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants**

---

| <b>Domaine</b>              | <b>Mesure proposée</b>  | <b>Année(s) où elle a été proposée</b> |
|-----------------------------|---|--|
| Politiques gouvernementales | Adopter et mettre en œuvre des politiques, comme un plan national d'action contre le travail des enfants et plan national d'action contre la traite des personnes, qui s'attaquent à toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants.  | 2015 – 2022                            |
| Programmes sociaux          | Améliorer l'accès à l'éducation en éliminant les frais liés à la scolarité, en augmentant le nombre d'enseignants, en développant les infrastructures pour répondre aux besoins des filles et des élèves en situation de handicap dans les établissements d'enseignement, et en augmentant les taux d'enregistrement des naissances pour les populations telles que le groupe ethnique des Batwa. | 2015 – 2022                            |
|                             | Créer de nouveaux programmes et renforcer ceux déjà en place dans les secteurs où le travail des enfants est fréquent, notamment dans l'agriculture.  | 2009 – 2022                            |

---